Référendum

Décision

**concernant l'octroi d'un crédit d'engagement
pour la construction d'un nouveau bâtiment
cellulaire et d'un bâtiment annexe sur le site
de Crêtelongue à Granges**

du 13.06.2019

Actes législatifs concernés par ce projet (RS numéros)

Nouveau: —
Modifié: —
Abrogé: —

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 31 alinéa 3 et 42 de la Constitution cantonale;

vu la stratégie pénitentiaire présentée dans la Vision 2030 et adoptée par le Conseil d'Etat en séance du 7 novembre 2018;

vu la loi sur le Fonds de financement de l'investissement et de la gestion des immeubles de l'Etat du 17 mai 2018 (Fonds FIGI);

vu que la réalisation est financée par le Fonds FIGI du Service des bâtiments, monuments et archéologie, prévue dans la planification pluriannuelle;

vu la loi concernant l'adhésion du canton du Valais à l'accord intercantonal sur les marchés publics du 8 mai 2003 (LcAIMP) et l'ordonnance sur les marchés publics du 11 juin 2003;

sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

I.

Art. 1

¹ La construction d'un nouveau bâtiment cellulaire et d'un bâtiment annexe sur le site de Crêtelongue à Granges est approuvée.

² Le coût total s'élève à 40'685'000 francs.

³ Ce montant se répartit de la manière suivante:

- a) subventions de l'office fédéral de la justice (OFJ): 13'752'000 francs;
- b) solde à la charge du canton du Valais: 26'933'000 francs.

Art. 2

¹ Le Conseil d'Etat est compétent pour octroyer les crédits complémentaires éventuels consécutifs au renchérissement du coût déterminé par l'indice des prix de la construction.

² Le devis des travaux a été établi sur la base de l'indice suisse des prix de la construction d'octobre 2018.

Art. 3

¹ Le Conseil d'Etat, par le Département de la mobilité, du territoire et de l'environnement et le Département de la sécurité, des institutions et du sport, est chargé de l'application de la présente décision.

II.

Aucune modification d'autres actes.

III.

Aucune abrogation d'autres actes.

IV.

La présente décision portant sur une dépense extraordinaire unique supérieure à la limite fixée par l'article 31 alinéa 1 chiffre 3 de la Constitution cantonale est soumise au référendum facultatif.¹⁾

Sion, le 13 juin 2019

Le président du Grand Conseil: Gilles Martin
Le chef du Service parlementaire: Claude Bumann

¹⁾ Délai pour le dépôt des 3'000 signatures du référendum: 26 septembre 2019.